

Dépasser ou compléter le PIB : quelles sont les avancées ?

Didier Blanchet et Marc Fleurbaey

Chaire « Mesures de l'économie », Paris school of economics



SFDS - Café de la statistique du 10 mars 2026

Objectifs de la présentation

Contribution à un point d'étape sur l'agenda « au-delà du PIB »

1. Raisons de cet agenda et en quoi il consiste

En repartant de ce qu'avaient été, en 2008-2009, le constat et les préconisations du rapport Stiglitz/Sen/Fitoussi (SSF)

En intégrant aussi que cet agenda n'était pas que « au-delà » mais également « autour et à l'intérieur du PIB »...

...et que les questions ne portaient pas que sur le PIB global ou par tête mais, plus largement, sur le dispositif d'ensemble de mesure du niveau de vie ou des conditions de vie

2. Présentation des progrès réalisés sur ses principales rubriques

Avec un focus sur les avancées récentes de l'Insee

Mais il s'agit d'un mouvement général, ce qu'on évoquera aussi

Nombreuses initiatives dans d'autres pays et les organismes internationaux concernés : OCDE, Eurostat, Nations Unies

Prise en compte notamment dans l'élaboration de la nouvelle version du SCN

Voir sur ces points, entre autres, les papiers présentés à une conférence tenue à Paris en 2024 :

<https://www.cess2024.insee.fr/fr/programmes/>

3. On va voir qu'on a progressé sur beaucoup de sujets, ce qui, bien sûr, n'empêche pas de continuer à se poser quelques questions

On en soulèvera quelques unes

L'agenda « au-delà du PIB »

Le rapport SSF ne prétendait pas à l'originalité sur le constat des limites du PIB

Beaucoup des choses qui y étaient dites l'avaient été de longue date

Portées en France, en particulier, par J. Gadrey, F. Jany-Catrice, D. Méda

Ce manque d'originalité avait d'ailleurs été pointé par ses détracteurs, qui avaient aussi critiqué son absence de propositions radicales

A néanmoins joué un rôle de catalyseur

A encouragé les instituts nationaux de statistique (INS) et les organisations internationales à prendre (encore plus) le sujet à bras le corps

Les critiques du PIB

Rappel de ce qu'il est supposé mesurer

Un agrégat mesurant, en termes monétaires, la production réalisée chaque année sur un territoire national donné.

Plus exact, de ce fait, de parler de « flux de revenus générés par la production », plutôt que « production » :

On ne mesure pas toute la production, et ce qu'on en mesure ne l'est qu'à l'aune des flux monétaires qu'elle génère.

On reviendra un peu sur ces questions de contenu, pas anodines, en toute fin d'exposé.

Quelle que soit celle des deux lectures « production » ou « revenu » qu'on retient, trois limites principales`

L'argent contribue certes au bonheur mais beaucoup d'autres dimensions du bien-être (BE) sont ignorées : le loisir, la qualité de l'environnement ou des relations sociales...

...et maximiser ce PIB peut avoir des rétroactions négatives sur ce BE (effets externes)

Un agrégat, qui ne dit donc rien de la distribution de cette production ou de ce revenu
besoin se sortir de la « dictature » de la moyenne

Myopie : la question du BE futur et donc celle de la soutenabilité du BE ou des niveaux de production et de revenu actuellement atteints

avec, en particulier, la dimension environnementale

Compléter : oui mais comment ? (1)

Remarque liminaire

Déjà bien avant le rapport SSF, il ne manquait pas de données pour compléter le PIB, les INS en fournissent énormément

Même s'ils peuvent encore en allonger la liste, quand on leur en donne les moyens

La question était plutôt de savoir comment faire pour que, parmi eux, le PIB fasse moins figure d'indicateur phare ou de boussole principale des politiques

Pouvait-on trouver mieux que lui pour résumer au mieux l'état des choses et le sens du progrès ?

Compléter : oui mais comment (2)

Quatre pistes pour la réponse à cette question :

1. Proposer des tableaux de bord dont il ne serait plus qu'un élément parmi d'autres
2. Y substituer un indicateur synthétique composite, l'agrégeant avec d'autres indicateurs
L'IDH est le plus connu qui, depuis 1990, combine PIB/tête, espérance de vie et niveau d'éducation, sur des échelles allant de 0 à 1.
3. Proposer des PIB corrigés, i.e. garder la métrique monétaire, mais rectifier le PIB pour en retrancher tout ce qui ne contribue pas positivement au bien-être...
... en y ajoutant des équivalents monétaires des composantes du BE qu'il ignore.
Cette piste remontait aux années 1970 (Nordhaus et Tobin, 1974)
4. Ou enfin une approche qui, au moment du rapport SSF, venait de connaître une importante montée en force, celle de directement demander aux gens ce qu'ils pensent de leur situation personnelle ou de l'état général des choses
I.e. tout ce qu'on appelle les approches en termes de BE subjectif.

Sur lesquels de ces chemins a-t-on avancé, selon celle des trois limites du PIB qui étaient à combler ?

Les indicateurs composites

Existait déjà, avant le rapport, toute une industrie de construction de tels indicateurs, il n'y avait pas que l'IDH

Simple à construire, ce qui expliquait l'abondance des propositions

Et donnent l'impression d'échapper à l'impérialisme de l'étalon monétaire

Mais il faut être conscient que ce dernier atout est une illusion

En particulier, en agrégeant PIB et EV, l'IDH revient bien à donner une forme de valeur économique aux années de vie

Or il le fait d'une façon qui découle uniquement d'une formule d'agrégation qui n'a aucune raison de vraiment refléter les préférences individuelles et collectives

De façon générale, reproche d'être des indices « fourre-tout » aux pondérations arbitraires (cf aussi le qualificatif de « *mashup indices* » selon le terme de M. Ravallion)

Même si l'IDH continue de contribuer, utilement, à la relativisation du PIB, explique qu'aucun INS, à notre connaissance, n'ait favorisé ce genre de piste

A citer néanmoins le cas du « *better life index* » de l'OCDE »

mais qui avait choisi de contourner la question de l'arbitraire des pondérations en les laissant à la discrétion de l'utilisateur, via une application interactive

Les tableaux de bord

Parti-pris opposé à celui des indices composites

Rassemblement et mise côte à côte d'une sélection plus ou moins large d'indicateurs dont le PIB ou autres indicateurs de la CN peuvent évidemment faire partie

Pour que ressorte au mieux le caractère multidimensionnel du problème, sans aucune prétention à l'agrégation

Exemples

Type extensif : le tableau de bord des IDD des Nations unies (>200 indicateurs)

Type sélectif : en France, le tableau de bord de la loi Eva Sas (10 indicateurs)

Incontournables en pratique

A un moment ou à un autre, il faut explorer les sujets du bien-être comme de sa soutenabilité dimension par dimension

Et cette exploration maintenant facilitée par les outils de *data visualisation*

Voir à nouveau, notamment, les efforts de l'OCDE dans ce domaine

Publications du *centre on Well-Being, Inclusion, Sustainability and Equal Opportunity* (WISE)

Mais reste le problème que peut poser l'excès d'information

Y-a-t-il des façons d'agréger ces informations sans passer par l'arbitraire des indices composites ?

Le bien-être subjectif (1)

Réponse radicale à la question précédente

Plus besoin de mesurer séparément tout ce qui contribue au bien-être, il suffit de demander aux gens s'ils sont contents de leurs vies en le faisant sous forme quantifiée, typiquement sur une échelle de 0 à 10

Ce type de mesure a une longue histoire.

Dès les années 1970, R. Easterlin s'était intéressé à ce qu'elle montrait et mettait en évidence le paradoxe qui porte son nom

Celui, aux US, d'un BE faisant du surplace pendant que le PIB continuait sa croissance

La littérature mobilisant ces indicateurs avait explosé dans la décennie précédent la rédaction du rapport SSF, et il y avait fait une place significative, encourageant à ce que, parmi d'autres, elle soit explorée

Le bien-être subjectif (2)

Face à cela, une réticence traditionnelle des statisticiens officiels

Considèrent que leur rôle est de mesurer des réalités objectives, pas du ressenti

Car ce ressenti peut présenter de fortes distorsions

Ce qui est d'ailleurs l'explication généralement avancée au paradoxe d'Easterlin : le fait que les gens évaluent leur vie en référence à un éventail de possibles qui se déplace au cours du temps

On pouvait y répondre que, même si sa mesure ne doit pas se substituer à celle des réalités objectives, ce ressenti est aussi une forme de réalité...

...qu'on ne peut se permettre d'ignorer

Au final, comme cette mesure est peu coûteuse, l'INSEE ont assez rapidement sauté le pas, les mesures de BE subjectif font désormais partie de leur offre

En France, plateforme trimestrielle de l'enquête Camme, mise en place à l'initiative de l'Observatoire du bien-être du CEPREMAP, questions de l'ERCV...

Le bien-être subjectif (3)

Reste que le problème du paradoxe d'Easterlin demeure, et qu'on n'imagine donc pas de ne s'en remettre qu'au ressenti

Au demeurant, même si sa mesure résolvait la question de la mesure du BE courant moyen, resterait inadaptée face aux deux autres limites du PIB

→ Sur les inégalités, elles sont infiniment moins fortes en termes de BE subjectif qu'en termes objectifs

A la limite, des gens très riches peuvent se dire moins satisfaits que des gens bien moins riches, uniquement en raison de normes différentes de niveau de vie

Que ferait-on d'une telle information ?

Ceci ne veut évidemment pas dire qu'il faut prendre aux seconds pour donner aux premiers

→ Sur la soutenabilité, on n'imagine pas de la quantifier en demandant juste aux gens s'ils pensent que ça ira mieux ou moins bien demain

Même si, à nouveau, il est intéressant de savoir ce qu'ils en pensent

Des comptes nationaux « augmentés »

Tout ceci explique que la voie du PIB ou des CN corrigés ou enrichis ait aussi été réactivée

Conserver le recours à l'unité de compte monétaire présente des avantages

Ne veut pas du tout dire qu'on rêve d'un monde où tout serait marchandisé

L'idée est juste d'exprimer le maximum de choses dans une unité de compte commune qui soit parlante et permette de se raccrocher à l'existant

Des avancées de ce type sur la période récente

A l'Insee, comptes nationaux « augmentés », publiés depuis 2024, sous l'impulsion de N. Carnot, et les conduites de S. Roux, M. André et S. Larrieu

Aboutissement de travaux antérieurs

Calculs d'empreintes carbone et de comptes par catégories de ménages avaient été lancés avant même le rapport SSF

Autres travaux, à la suite, de J.M. Germain

Des comptes nationaux « augmentés »

En quoi consistent-ils ?(1)

A) Deux enrichissements des données de base

Pour alimenter la mesure de la soutenabilité, sur sa dimension environnementale, une comptabilité carbone, selon deux approches

Par les émissions : contenu en carbone de la production effectuée sur le territoire

Et en termes d'empreinte : contenu en carbone de la consommation finale, y.c. biens importés

Pour aller « au-delà de la moyenne » : des désagrégations par déciles ou autres critères

Soit du RDB (le revenu disponible brut des ménages)

Soit de l'ensemble du PIB, permettant dans ce cas la quantification d'une redistribution « élargie » incluant la quote-part reçue par chacun de la production en nature du secteur public

57 % de la population serait bénéficiaire nette de cette redistribution élargie

Désagrégation également fournie pour la consommation et l'épargne

Des comptes nationaux « augmentés »

En quoi consistent-ils ? (2)

B) De nouveaux agrégats

Croissance dite « équilibrée » car pondérant également tous les individus, ce que ne fait pas le PIB/tête

Typiquement, si la moitié du PIB revient à 1 % de la population et si son revenu croît de x % pendant qu'il fait du surplace pour les 99 % restants, le PIB par tête sera réputé croître de $x/2$ %, alors que le revenu est stagnant pour 99 % des gens

La pondération « équilibrée » dira, plus justement, que la croissance moyenne est plutôt de $0,01.x$ %

Produit intérieur net ajusté (PINA) et épargne nette ajustée (ENA)

i.e. un PIB et une épargne diminués de la valeur des émissions de GES, comptées comme une forme de CCF au détriment des générations futures

Le premier est inférieur de 4 % au PIN standard : 2200 Mds d'Euros contre 2294 Mds en 2023 (et 2822 Mds pour le PIB)

La seconde est négative, indiquant une situation de non-soutenabilité des conditions de vie courantes : on consomme chaque année davantage que ce qu'on produit, ce qui n'augure pas bien du futur : -133 Mds d'euros, soit -6 % du PINA.

Des comptes nationaux « augmentés »

En quoi consistent-ils ? (3)

Des avancées majeures, mais présentées par l'Insee comme « expérimentales », donc livrées à la discussion

Quelques points possibles de discussion ou pistes de travaux supplémentaires

Principalement sur les comptes distribués et sur les indicateurs PINA et ENA

Sur les comptes distribués :

La question de l'*inflation inequality* (1)

Sur le volet marchand, l'évolution des inégalités restr mesurée, à ce stade, uniquement sous l'angle des inégalités de revenus nominaux

Suffisant quand tous les prix augmentent parallèlement, comme c'est le cas en régime d'inflation généralisée

et/ou si les structures de consommation sont similaires

On a longtemps considéré qu'on était assez proche de l'une ou l'autre de ces deux conditions pour que les écarts d'exposition à l'inflation soient un non-sujet

Peut-être devenu moins évident quand l'inflation s'accompagne d'une forte modification des prix relatifs

Même si ce n'est pas forcément selon l'axe du revenu que les différenciations sont le plus à attendre : plutôt selon l'âge ou le type de lieu de résidence ?

Sur les comptes distribués :

la question de l'*inflation inequality* (2)

Un sujet sur lequel cette problématique serait particulièrement intéressante à creuser, celui des effets des hausses de prix de l'immobilier

Cette question n'est certes pas classée, en général, comme un des sujets « au-delà du PIB », mais la gérer dans le cadre des comptes distribués aiderait à sortir par le haut d'un débat récurrent

Celle de savoir si les indices de prix ont raison ou pas d'ignorer la hausse des prix à l'achat dans l'ancien

On peut convenir que ces hausses peuvent être ignorées, « en moyenne », sur les ménages pris dans leur ensemble :

La hausse des prix défavorise ceux qui souhaitent acheter et favorise ceux qui sont en train de vendre

Mais cela veut dire une forme d'inégalité d'exposition à cette forme d'inflation, qu'il importerait donc de quantifier

Et en traitant plutôt comme hausse de revenu les effets positifs sur les ménages déjà propriétaires

Sur les comptes distribués :

des questions sur la valorisation des services publics (1)

Sur ce point, communication sur les comptes distribués a très utilement donné l'occasion de rappeler, en défense du PIB, qu'il intègre bien une production de services publics

il y a longtemps qu'on a cessé de ne regarder que le PIB marchand

Comptables nationaux se démarquent donc, à juste titre, de la croyance répandue selon laquelle seul le secteur privé serait producteur de richesse, le secteur public se contentant d'en pomper stérilement une partie

Un médecin ne produit pas moins de richesse quand il intervient à l'hôpital public que dans un cabinet ou un établissement privés

Néanmoins une différence à rappeler

Dans le secteur marchand, le prix de marché exprime un consentement à payer, donc la valeur que le consommateur attribue à ce qu'il achète

C'est ce qui fait en principe la force de l'agrégation par ces prix, on y reviendra d'ailleurs plus loin

Dans le secteur public, la valorisation par les coûts est supposée remplir le même rôle, mais est-elle toujours adéquate ?

Sur les comptes distribués :

la question de la valorisation des services publics (2)

Le passage au niveau désagrégé complique encore le problème

Quelle quote-part de la dépense va à chacun, lorsqu'il s'agit de biens ou services non spontanément individualisables ?

Et la valeur monétaire de cette quote-part est-elle une bonne mesure de l'utilité qu'en retirent les bénéficiaires

Là-dessus, question du sentiment croissant de ne pas en avoir pour l'argent que ça coûte

Peut-être est-ce juste un biais du ressenti

Mais sous-jacente quand même, la question de la productivité de ces services publics

Ou bien le fait qu'ils servent de plus en plus à lutter contre des facteurs exogènes de dégradation des conditions de vie, e.g. sécurité

Là, c'est le vieux sujet des dépenses dites défensives ou de réparation qu'on aimerait, idéalement, traiter différemment des autres

Sur les indicateurs agrégés de soutenabilité (1)

Le produit intérieur net ajusté des émissions de carbone (PINA) est une première approche de ce qu'on a souvent qualifié de PIB vert, i.e. un produit intérieur net également corrigé d'une valeur monétaire des atteintes à l'environnement

C'est, là aussi, une idée très ancienne

Rapport Stiglitz avait néanmoins pointé sa limite

Pour comparer entre pays, des PIB verts valent certes mieux que les PIB standards

Exemple de la comparaison transatlantique qui a refait couler un peu d'encre ces derniers temps

Même si, dans ce cas d'espèce, bien d'autres choses à corriger dans le PIB pour une vraie comparabilité.

Sur ce point, le message principal est surtout à attendre du concept de croissance équilibrée

Et intéressant de voir si l'écart entre PIB ou PIN et PINA se creuse encore ou bien se réduit, comme cela semble être le cas en France

Le problème néanmoins du PIB vert est qu'il ne répond pas en lui-même à la question de la soutenabilité

Un PINA français inférieur de 4 % au PIN standard ne donne aucun message là-dessus

C'est l'autre agrégat qui peut jouer ce rôle : l'ENA

Invite à un petit flashback sur des débats assez vifs qui avaient eu lieu, à son sujet, au moment du rapport SSF

Sur les indicateurs agrégés de soutenabilité (2)

Retour sur cette épargne nette ajustée

Avec l'empreinte écologique, est l'indicateur de soutenabilité qui avait été envisagé le plus sérieusement par le rapport SSF

Ni l'une ni l'autre n'avaient été retenues finalement : pourquoi ?

Derrière son affichage généraliste, l'empreinte écologique se réduisait, pour l'essentiel, à un calcul d'empreinte carbone

Dont le rapport SSF a encouragé la production et qui, comme on l'a dit, fait maintenant partie des comptes augmentés

Mais qui ne constitue pas, à lui tout seul, un indicateur de soutenabilité

Mesurer la soutenabilité, en effet, ça devrait être dire si, tous types d'investissements ou de consommations de capital pris en compte, on en laisse assez aux générations suivantes pour leur assurer des conditions de vie aussi bonnes que les nôtres

C'est l'approche dite « *capital based* » ou en termes de capital « inclusif »

L'évolution du climat et du reste du capital naturel doivent y compter pour beaucoup, mais il n'y a pas qu'eux

Nécessité d'une approche holistique que prétendait justement incarner l'ENA...

...en agrégeant (a) FBCF nette de la CCF, (b) investissement en capital humain mesuré par les dépenses d'éducation, (c) consommation des stocks de ressources naturelles épuisables, (d) émissions de CO2 et autres atteintes à l'environnement

Sur les indicateurs agrégés de soutenabilité (3)

Quels étaient les problèmes de cette ENA dans sa version d'alors ?

Un très faible poids des émissions de GES, en raison d'une valorisation très faible des dégâts prospectifs par tonne émise d'équivalent carbone

Totalement écrasé par le fait de reclasser comme investissement l'intégralité des dépenses d'éducation

Ce que, soit dit en passant, ne fait pas la CN standard, qui les considère comme une consommation

Un indicateur qui, du coup, donnait un message très optimiste sur la soutenabilité, dans lequel l'environnement était réduit à la portion congrue

Qu'est ce qui a changé la donne et permet à l'indicateur, désormais, d'envoyer un message de non-soutenabilité ?

Une valorisation bien plus forte des émissions de GES, qui tire l'indicateur en zone < 0

Une mise à l'écart de l'investissement éducatif

L'argument est que c'est l'investissement net qui est à prendre en compte

Et il est nul si l'effort d'éducation suffit juste à reproduire le niveau de KH d'une période sur l'autre, ce qu'on suppose au premier ordre

Sur les indicateurs agrégés de soutenabilité (4)

Le fait qu'un indicateur longtemps réputé trop optimiste envoie désormais un message négatif est un résultat important

Mais qui peut néanmoins continuer à poser des questions

Quid, par exemple, si l'effort éducatif ne suffit même plus à assurer la préservation du capital humain, a fortiori sur des générations dont l'effectif pourrait se mettre à baisser ?

Faut-il noircir encore en ajoutant un autre terme négatif à l'indicateur ?

Et d'aucuns peuvent aussi trouver trop « rose » le principe d'agrégation linéaire des composantes de la soutenabilité

Surement-t-on les possibilités de substitution entre les différentes formes d'investissement, ce qui avait la critique bloquante au moment du rapport SSF ?

En l'état, l'indice dit-il que 4 points de PIB de FBCF additionnelle dans des industries polluantes « suffiraient », à ramener l'indicateur en territoire positif ?

Sur les indicateurs agrégés de soutenabilité (5)

Rapport SSF pour sa part, s'était plutôt rangé à l'idée d'en rester, sur ce sujet, à une approche tableau de bord

Assez synthétique pour rester accessible

Mais en restant prudents sur l'ambition de tout agréger

ENA est un calcul intéressant mais les pondérations ne peuvent prétendre à une scientificité absolue, et la liste de ce qui importe pour le futur peut s'avérer très évolutive

Exemple des dépenses de défense nationale : on aimerait ne pas avoir à prendre en compte comme conditions de la soutenabilité, mais on réalise en ce moment (malheureusement) qu'elles peuvent avoir besoin de l'être

Plutôt voir l'indice agrégé comme un produit d'appel invitant à ensuite regarder chaque composante

On peut en dire autant d'ailleurs de la croissance « équilibrée »

Son message est une invitation à regarder plus en détail ce qu'elle résume

Ce que les économistes appellent les courbes d'incidence de la croissance

Retour vers le PIB (1)

Tout cela ayant été dit, puisque le PIB continuera d'avoir un rôle, aussi résoudre des questions internes à sa construction et, pour asseoir sa position, trouver les meilleures façons possibles de le faire parler

Mesure-t-il vraiment bien ce qu'il prétend mesurer, et que prétend-t-il mesurer au juste ?

Activité ? Production ? Revenu ?

Et en quoi ceci le raccorde-t-il à la question du bien-être ?

Comptables ont souvent donné l'impression de considérer que ce sujet ne les regardait pas du tout

Or c'est un peu plus compliqué que ça

Retour vers le PIB (2)

Le débat sur le « *mismeasurement* »

Sur la question du « mesure-t-on bien ? », au cours de la décennie 2010, donc post rapport SSF, résurgence d'une autre forme de critique de la CN

Accusée de sous-estimer plutôt que de surestimer le rythme d'amélioration des choses

C'était la problématique dite du « *mismeasurement* » des apports de l'économie numérique ou, plus largement, du renouvellement des biens et services

Des problèmes de partage volume-prix

Et la problématique des services gratuits

Rappel du paradoxe de Solow, citation de Feldstein (2013) et travaux de P. Aghion pour la France

Risque que ces questions reviennent avec le développement de l'IA

Bien répondre à ces questions aurait nécessité d'être au clair sur la question du « que veut-on mesurer ? »

Or on a plutôt assisté à un grand moment de flottement

Retour vers le PIB (3)

De quoi le PIB est-il la mesure ?

Il y a certes des définitions de ce PIB qui semblent claires : « résultat de l'activité productive des unités productrices résidentes », comme l'indique le site de l'Insee

Mais cette définition ne vaut qu'en nominal, en entendant « résultat » au sens de résultat comptable

Or ce qu'on affiche en majeur c'est la croissance du PIB « en volume », donc un « résultat » à la nature bien moins identifiée, puisqu'un agrégat de quantités de pommes, de poires...

...et, avec l'économie numérique, de nombre d'Iphones et de quantités de services rendus vis ces Iphones

Difficile de se représenter un tel agrégat sans référence aux satisfactions qu'on peut tirer de la consommation de ces différentes biens et services

Ce qui ne sera certes pas tout le bien-être, mais nous entraine sur ce terrain

Retour vers le PIB (4)

Le lien caché mais nécessaire à la problématique BE

En réalité, même s'ils avaient tendance à passer très vite sur tout ça, les comptables n'ignoraient pas cette nécessité de faire un pont avec les considérations de bien-être

Comme on l'a déjà signalé plus haut, c'est en posant que les prix reflètent les utilités des biens qu'ils justifient leur utilisation pour l'agrégation des variations de quantités

Même référence transparait dans le vocabulaire des statisticiens des prix dont les indices servent à déflater les grandeurs nominales : indices à utilité constante, prix hédoniques

Nouveau SCN se montre encore plus ouvert sur cette question de la contribution des comptes à l'évaluation du BE

Ceci plaide pour mettre de la continuité dans notre façon d'aborder les sujets *within* et *beyond GDP*

La question du BE est certes plus centrale dans le *beyond*, mais elle ne peut pas être ignorée du *within*

Retour vers le PIB (5)

Deux exemples

Dans les débats sur le *mismeasurement*, on s'est beaucoup posé la question du gratuit

Avec dans certains cas, la réaction des comptables de dire que c'était un sujet BE qui ne les regardait pas

Or c'est juste un cas limite de baisse des prix

Les questions du gratuit et des partages volume-prix avaient donc partie liée

On ne peut pas dire qu'on n'est pas sur des sujets bien-être tant que les prix baissent en restant positifs et qu'on bascule à un sujet bien-être quand le prix tombe à zéro

Il ne sera certes jamais possible, en routine, de traiter pareillement des deux sujets, mais au moins peut-on s'efforcer de les penser dans les mêmes termes

Dans les politiques de transition écologique, deux types d'instruments : signaux prix et contraintes

Dans les deux cas, ceci impose des restrictions de consommation à revenu nominal donné, donc des pertes d'utilité/BE

Or seules les premières seront prises en compte dans les indicateurs usuels de niveau de vie

Là aussi, intérêt d'une vision intégrée, même si elle ne sera pas implémentable en routine

En guise de conclusion (1)

Des avancées importantes

Le paysage a bien changé depuis le rapport SSF, même si l'écho médiatique n'est, malheureusement, pas toujours au rendez-vous

La nécessité de rester éclectique

Sur un continuum qui va des données les plus strictement matérielles à la notion très large de bien-être

En n'hésitant pas à combiner données subjectives et objectives : les premières révèlent aussi des choses

En s'appuyant, là où c'est possible, sur des cadres conceptuels aussi éprouvés et homogènes que possible

Avec allers-et-retour entre représentations agrégées et données domaine par domaine

Dans tous les cas, on ne peut jamais prétendre qu'un système de mesure puisse se présenter comme définitif, le chantier sera donc toujours ouvert

En guise de conclusion (2)

Ce qui reste non atteint, c'est la construction d'un indicateur phare alternatif assez pertinent pour occuper la place actuelle du PIB

Sans doute s'agit-il d'un graal inatteignable, et qui, à la réflexion, ne serait pas si intéressant que ça

Pas de sens par exemple à vouloir résumer d'un chiffre à la fois la question du BE courant et de sa soutenabilité, ça avait aussi été un message fort du rapport SSF

Mais comment faire dans ce cas pour éviter que le PIB continue d'apparaître aussi hégémonique ?

Compléments

Indicateurs de richesse nationale

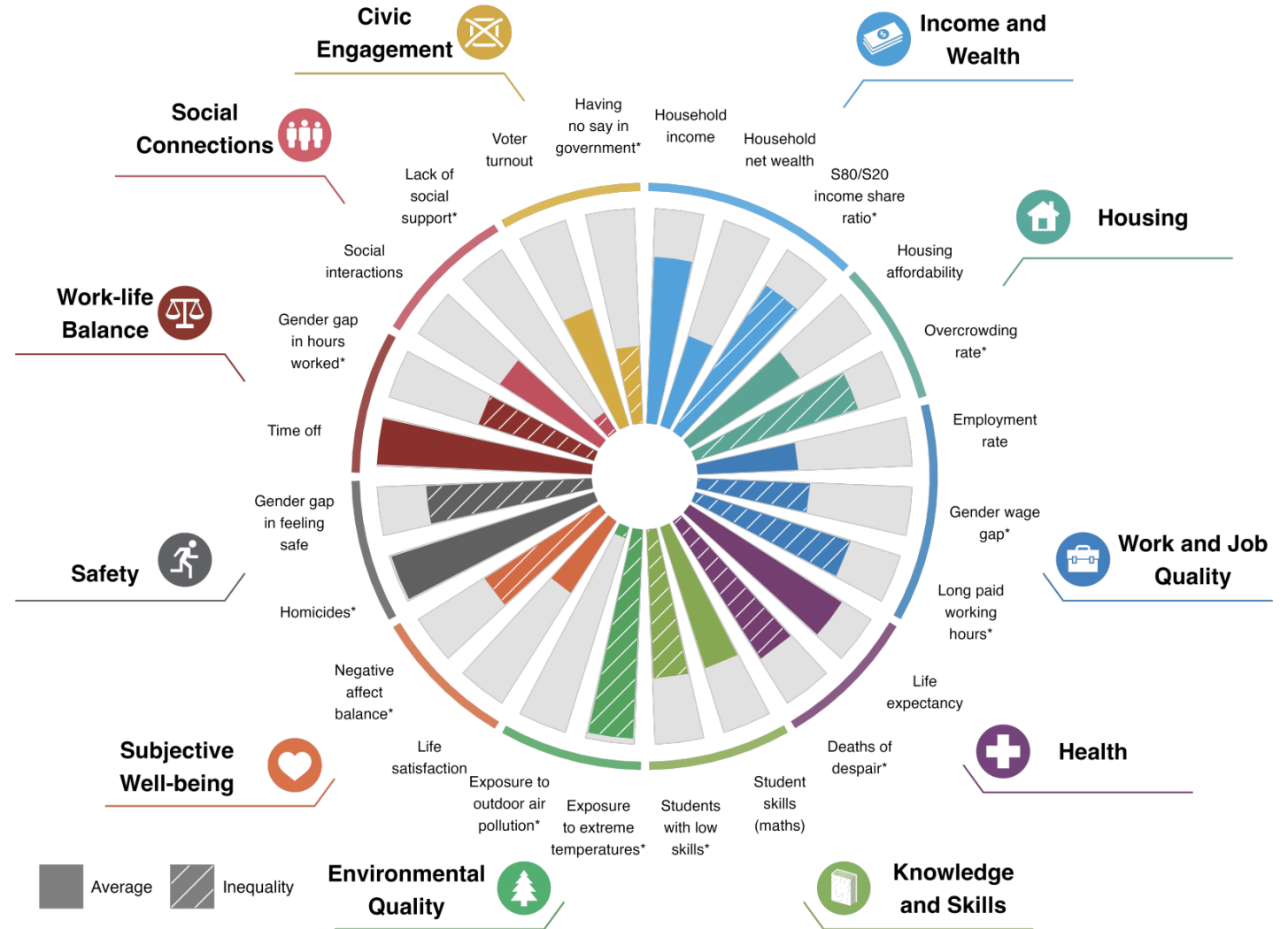
LOI n° 2015-411 du 13 avril 2015 visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques (loi « Eva SAS »)

Domaine	Thèmes	Bien-être présent	Bien-être futur	Bien-être "ailleurs"
Économique	Travail	1. Taux d'emploi des 15-64 ans		
	Investissement		2. Dépense de recherche DIRD/PIB	
	Stabilité financière		3. Dette publique et privée	
Social	Santé	4. Espérance de vie en bonne santé		
	Satisfaction dans la vie	5. Satisfaction globale dans la vie		
	Inégalité	6. Dispersion des revenus		
	Pauvreté	7. Taux de pauvreté en conditions de vie		
	Éducation	8. Sorties précoces du système scolaire		
Environnemental	Climat			9. Empreinte carbone
	Biodiversité		10. Artificialisation des sols	

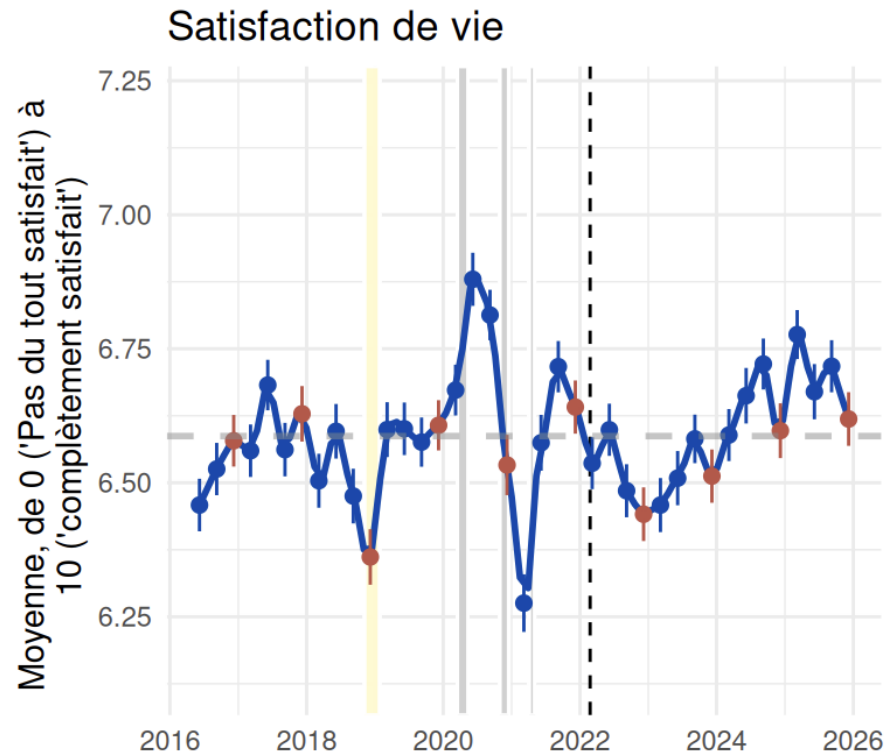
Un exemple d'apport de la *data visualization*

Indicateurs how's life de l'OCDE

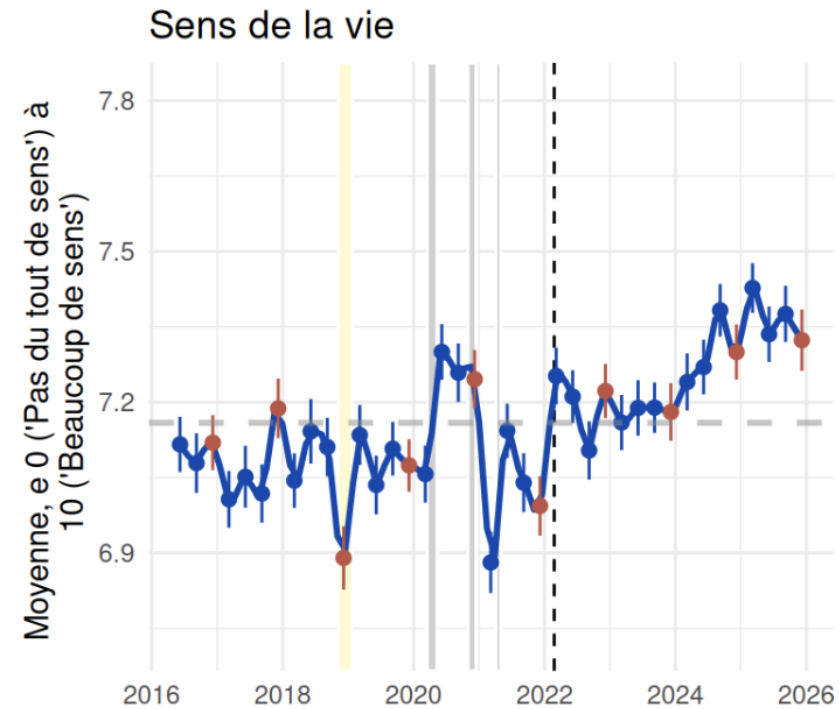
France's current well-being, 2023 or latest available year



Indicateurs subjectifs de la plateforme CAMME (1)

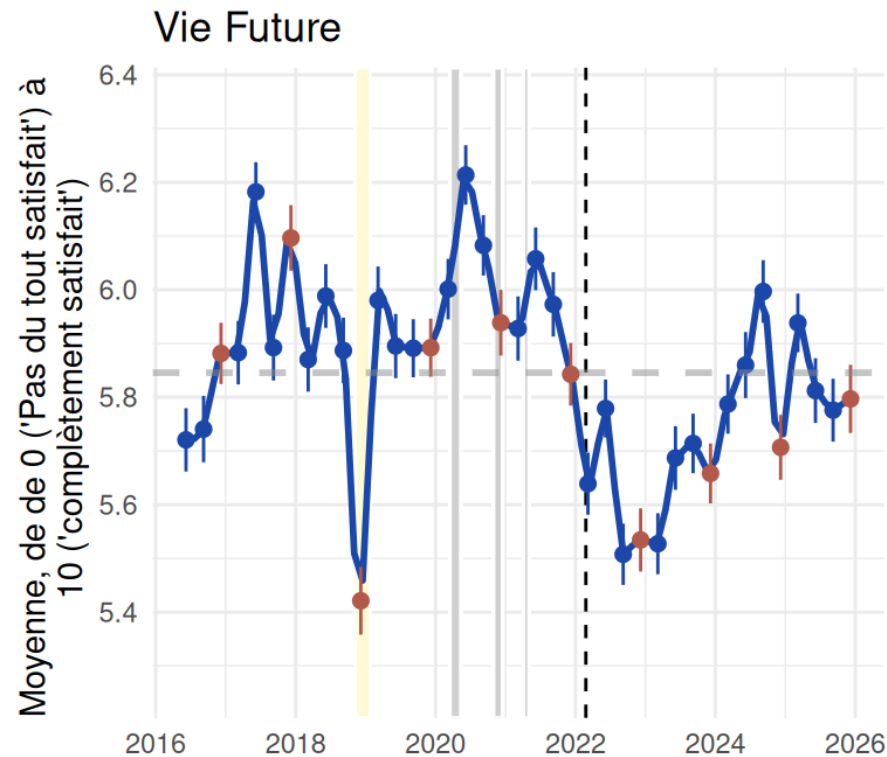


Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/CEPREMAP

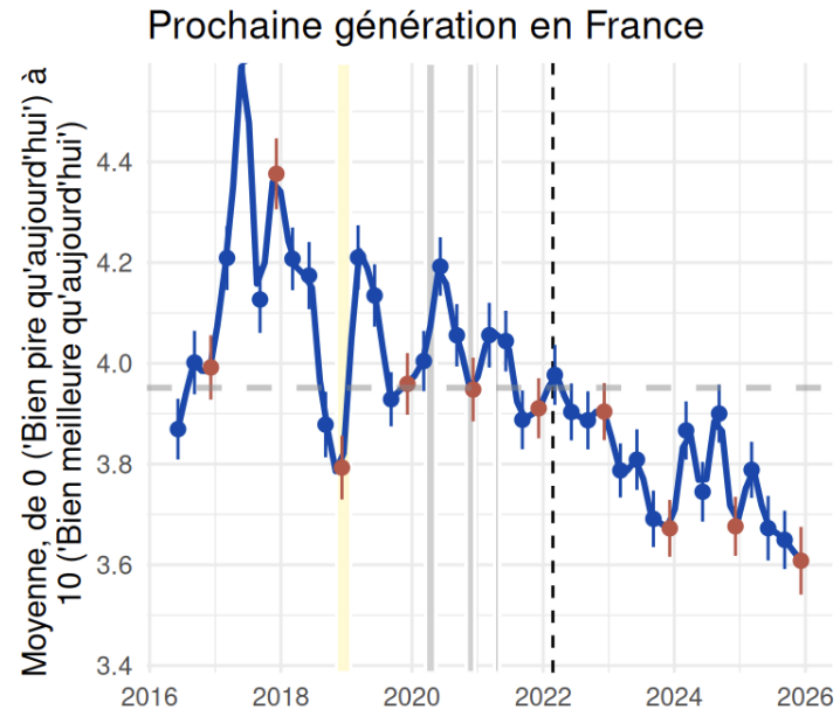


Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/CEPREMAP

Indicateurs subjectifs de la plateforme CAMME (2)



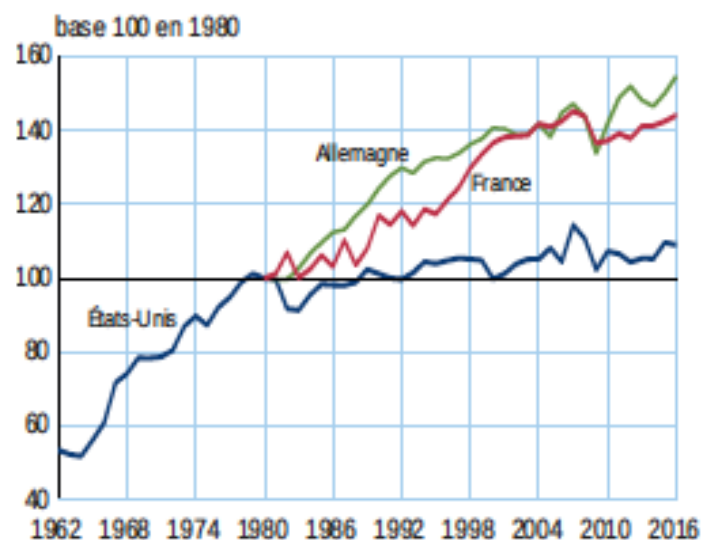
Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/CEPREMAP



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/CEPREMAP

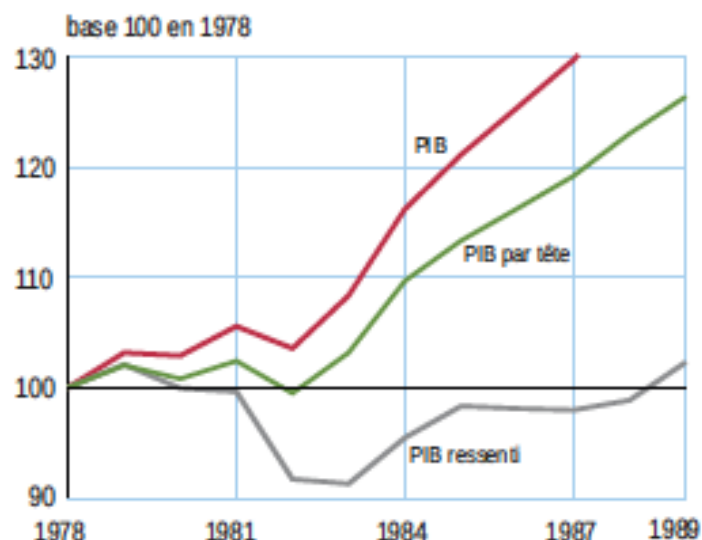
PIB et PIB « ressenti » en France, Allemagne et aux US

5 PIB ressenti, en France et en Allemagne depuis 1980, et aux États-Unis depuis 1962



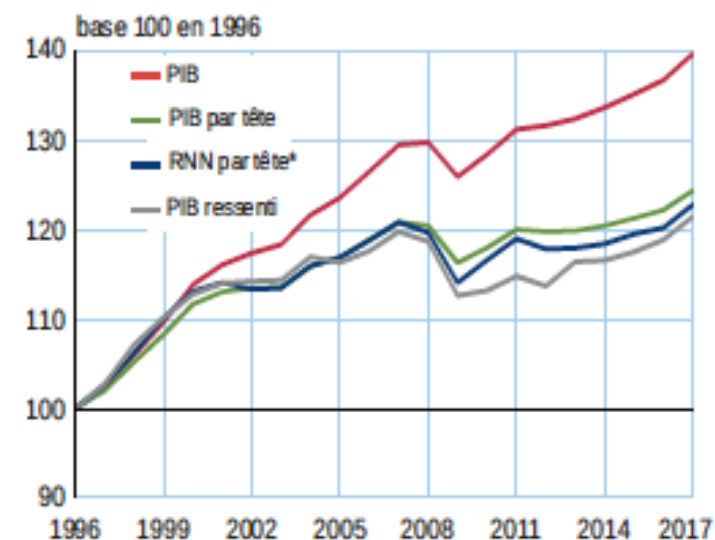
Sources : World Bank Data, WIL Data ; Insee, ERFS, calculs de l'auteur.

6 PIB et PIB ressenti aux États-Unis après le choc pétrolier de 1978



Sources : World Bank Data ; calculs de l'auteur.

7 PIB et PIB ressenti en France depuis 1996



* RNN : revenu national net.

Sources : World Bank Data, WIL Data ; Insee, ERFS, calculs de l'auteur.

Source : J.M. Germain, Insee Analyses n° 57, 2020

Un exemple d'approche éclectique

Projet du Joint Research Center de la Commission européenne

Projet « sustainable and inclusive well-being », lancé en 2023

Un projet combinant

- Deux tableaux de bord (synthetic et medium sized)

- Un indice composite : « sustainable and inclusive well-being »

- Un « health-adjusted GDP » (approche money-metric)

Informations accessibles à https://joint-research-centre.ec.europa.eu/projects-and-activities/beyond-gdp-delivering-sustainable-and-inclusive-wellbeing_en

Le SNA 2025

Approuvé par la Commission statistique des Nations unies en mars 2025

Pas de remise en cause du cadre comptable général des comptes

Mais des liens désormais assumés avec la problématique bien-être

Le nouveau projet de manuel y consacre deux chapitres entiers

Et la mise en avant de l'approche « capital-based » sur les questions de soutenabilité

En se réclamant, sur ces deux sujets, entre autres, des recommandations du rapport SSF

Projet de manuel accessible à

<https://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna2025.asp>

Sur les travaux de la Chaire

Co-sponsoring Insee/Société générale

L'axe « autour et au-delà du PIB » n'est que l'un des deux axes de cette chaire, l'autre étant consacré aux questions de *nowcasting*

Pour les deux axes, organisations d'un séminaire régulier et de workshops internationaux, financement de post docs et d'assistance de recherche

Pour l'axe PIB plus spécifiquement

- Financement d'une thèse

- Publications, dont *Economie et statistique* et blog Insee

- Un rapport dans le cadre de la mission Pisani-Ferry sur les coûts macro-économiques des politiques de transition écologique

- Organisation scientifique de la CESS 2024

- Un premier rapport regroupant l'essentiel des travaux des travaux, qui sera probablement décliné sous forme d'une série de documents de travail.